

Préconisée par la majorité territoriale comme la solution à généraliser face à la crise des déchets, la pratique a certes progressé en l'espace de dix ans, mais se heurte toutefois à des résistances "comportementales" et à des obstacles techniques

En cette fin du mois de mai, deux touristes autrichiens se baladent dans les rues d'Ajaccio. Un peu interloqué, le couple remarque un temps d'arrêt devant un atelier d'initiation au tri sélectif installé sur l'arrière principale de la ville, devant le Bistrot du cours. *"Cela fait longtemps que nous créons nos déchets, chez nous, c'est une habitude pour tout le monde"*, déclarent les deux visiteurs aux militants écologistes locaux.

La scène pourrait sembler anodine. Elle est pourtant révélatrice de la situation particulière dans laquelle se trouve aujourd'hui la Corse et de son statut peu enviable d'île débordée par ses déchets. Depuis le retour de la crise et son enlèvement massé de poubelles sur les trottoirs, impossible d'enfoncer plus longtemps le problème sous le tapis. On plie sous la terre saturée des décharges. Le faible succès obtenu avec la réouverture du centre d'enfouissement de Vignanello ne permet pas pour autant d'oublier qu'une solution pérenne se fait encore attendre.

Au couple d'Autrichiens qui s'en étonne, comme aux insulaires qui s'en offensent, les connaissances du dossier permettent en revanche l'histoire, de l'élaboration du premier Fiedina (Plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés), en 1986, jusqu'à sa révision quelques années plus tard pour acter l'abandon du projet d'incinérateur. D'aucuns pointeront les responsabilités politiques, d'autres, l'incivisme des Corses. *"Il ne sert pas à grand-chose d'être dans l'incantation ou de culpabiliser les gens, ce qui compte c'est de décider de mettre en œuvre des moyens efficaces"*, tranche Michèle Orlandi.

